



POINT ACTU N°14
Réseau France Colombie Solidarités
Août-décembre 2017

Sommaire

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD FINAL DE PAIX.....	3
Circonscriptions spéciales pour la paix.....	3
Constitution du parti politique des FARC.....	3
Zones Rurales de Transition et Normalisation.....	4
Remise d'enfants ex-membres des FARC.....	4
Commission pour l'Elucidation de la Vérité (CEV).....	4
Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP).....	5
Stabilité juridique pour l'Accord Final de Paix.....	5
Fin du mécanisme du "Fast Track".....	6
Réintégration des ex-combattants des FARC.....	6
Désarmement.....	6
La Farc se rendra au Tribunal International de Justice.....	7
AVANCEES DANS LES NEGOCIATIONS DE PAIX AVEC LA GUERILLA DE L'ELN.....	7
Poursuite des négociations en Equateur.....	7
OBSTACLES A LA PAIX.....	8
Menaces des groupes paramilitaires.....	8
Assassinats de leaders sociaux.....	9
Rapport de la Defensoría del pueblo.....	9
Rapport de l'Observatoire de Suivi de l'Accord de Paix.....	10

MOUVEMENTS SOCIAUX.....	11
La Minga pour la Vie.....	11

Circonscriptions spéciales pour la paix

L'approbation du projet qui crée les Circonscriptions pour la paix est resté en suspens depuis la polémique qui a suivi son vote au Sénat. Le projet avait besoin de la majorité absolue pour être approuvé. Le 30 novembre 2017, il a obtenu 50 votes d'un quorum de 102 sénateurs. Cela signifie que le projet n'a pas obtenu les votes suffisants pour son approbation (51). Cependant, il n'a pas été pris en compte que, sur les 102 sénateurs, trois sont inhabilités à voter. C'est pour cette raison que, selon le Gouvernement colombien, le quorum qui devait être considéré était de 99 et non de 102 sénateurs. Selon cet argument, le Ministre de l'Intérieur a sollicité le Sénat pour soumettre le projet à la sanction présidentielle. Mais cela ne s'est pas réalisé et le processus est paralysé. Le plus probable est que ces Circonscriptions pour la paix ne soient pas disponibles pour les prochaines législatives¹.

Constitution du parti politique des FARC

En août 2017 s'est tenu le Congrès Constitutif des FARC où les décisions qui définissent les statuts de son nouveau parti politique ont été discutées et prises². Suite à cela, le lancement officiel de son nouveau parti appelé Force Alternative Révolutionnaire de Colombie (FARC), maintenant ainsi le même sigle que l'ex-guérilla, a eu lieu le 1er septembre 2017³. En octobre 2017, ce nouveau parti a été enregistré au Conseil National Electoral ce qui permettra sa participation aux élections présidentielles de 2018. En novembre 2017, le parti a fait savoir l'inscription de candidats aux élections législatives et présidentielles en 2018: six pour le Sénat, cinq pour la Chambre des représentants et un pour la présidence. Le candidat présidentiel sera Rodrigo Londoño connu comme "Timoleón Jiménez". Cette annonce a généré une polémique, principalement parmi les victimes du conflit armé⁴.

Par ailleurs, 10 sièges fixes pour le nouveau parti politique des FARC ont été approuvés pour les prochaines élections législatives (du 11 mars 2018). Cinq pour la Chambre des Représentants et cinq pour le Sénat de la République⁵. Il s'agit d'une avancée dans le cadre de la participation politique inscrite dans l'Accord Final.

Zones Rurales de Transition et Normalisation

¹ <https://colombia2020.elespectador.com/pais/yo-estuve-el-dia-en-el-que-se-embolataron-las-curules-de-paz>

² <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6734-como-llegan-las-farc-a-la-constitucion-de-su-partido-politico>

³ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6741-no-queremos-una-sola-gota-mas-de-sangre-por-razones-politicas-rodriigo-londono>

⁴ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6805-apertura-politica-de-la-farc-se-enfrenta-a-resistencia-de-las-victimas>

⁵ <http://www.semana.com/nacion/articulo/congreso-colombiano-tendra-280-curules-12-mas-desde-el-2018/551855>

En août 2017 et après la fin de la première phase de mise en œuvre de l'Accord Final de Paix, les Zones Rurales de Transition et Normalisation ont été converties en Espaces Territoriaux de Formation et Réincorporation destinés au développement économique et social. Cette transformation permettra de former les ex-combattants de l'ex-guérilla des FARC en vue de leur réintégration à la vie civile. Dans ces nouveaux Espaces Territoriaux, la frontière entre ex-combattants et la force publique a été éliminée et les "Tentes bleues" ont été créées pour permettre l'installation de services de l'Etat pour usage de la communauté. Ces espaces pourront également être utilisés par les organisations sociales pour le développement social et communautaire. Cependant, les problèmes préoccupant les ex-combattants sont: l'insécurité, du fait de la présence d'autres groupes armés illégaux et les problèmes et retards dans l'application des programmes de réintégration par manque de clarté dans l'information et l'aménagement de quelques Espaces Territoriaux⁶.

Remise d'enfants ex-membres des FARC

Avec la transformation des ZVTN en Espaces Territoriaux, l'ex-guérilla des FARC a livré à la Croix Rouge (CICR) près de 50 enfants qu'elle avait en son pouvoir. Ces enfants ont été assignés au programme d'intégration de l'Etat "Chemin Différencié de la Vie"⁷. Cependant ce programme a reçu différentes critiques de la part du Comité d'Observation et de la Cour Constitutionnelle du fait de son manque de transparence publique. Cela empêche la réalisation d'un véritable contrôle sur le processus de réintégration de ces enfants. La Cour Constitutionnelle a demandé de rendre publique le programme pour éclaircir les informations et permettre son contrôle⁸.

Commission pour l'Elucidation de la Vérité (CEV)

Cette Commission a pour mission d'élaborer, durant trois ans, un rapport de recherche sur ce qu'il s'est passé lors des 53 dernières années de conflit armé en Colombie. En novembre 2017, le Comité de Définition du Système Intégral de Vérité, Justice, Réparation et Non-Répétition, a fait connaître les noms des 11 personnes qui intégreront la CEV⁹. Quelques-unes des personnes choisies sont: le prêtre Francisco de Roux, le sociologue Alfredo Molano et l'ancien militaire Carlos Ospina. Ces personnes sont reconnues pour leur travail de recherche sur le terrain et leur relation avec les victimes et les communautés touchées par le conflit.

⁶ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6723-nuevos-espacios-de-las-farc-bajo-diagnostico-reservado>

⁷ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6723-nuevos-espacios-de-las-farc-bajo-diagnostico-reservado>

⁸ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6808-proceso-de-reincorporacion-de-menores-excombatientes-bajo-total-hermetismo>

⁹ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6811-la-titanica-tarea-de-la-comision-de-la-verdad>

Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP)

En septembre 2017, les noms des 51 magistrats qui composeront la JEP ont été rendus publiques. Il s'agit d'un modèle de justice transitionnelle qui jugera les crimes de guerre et de lèse-humanité¹⁰. Le 30 novembre 2017, la Cour Constitutionnelle a validé l'Acte Législatif qui permettra sa création. Cependant, le jour suivant, le Sénat de la République a introduit de nouvelles modifications au projet. La sentence de la Cour Constitutionnelle a octroyé une durée de vie de 20 ans à la JEP. Une des modifications importantes opérées sur le projet est la décision selon laquelle les tiers civils (à la différence des ex-guérilleros des FARC ou de la Force Publique) ne pourront être convoqués par la JEP (par exemple, les chefs d'entreprise). Ces derniers ne pourront accéder à la JEP que de façon volontaire. Dans le cas contraire, ils continueront à être jugés par la justice ordinaire. Face à cette décision polémique¹¹, et suite aux multiples critiques face aux modifications que le Congrès et la Cour Constitutionnelle ont apporté au projet initial de la JEP, plusieurs défenseurs des droits humains ont créé une Equipe de Litige International et sollicité la Cour Pénale Internationale (CPI) pour qu'elle enquête sur les grands tiers civils responsables de crimes contre des défenseurs des droits humains¹².

Stabilité juridique pour l'Accord Final de Paix

En octobre 2017, la Cour Constitutionnelle a approuvé l'Acte Législatif 02 de 2017 qui empêche que le Congrès et les futurs trois Présidents colombiens transforment substantiellement l'Accord Final. De plus, cet Acte Législatif ordonne le respect de la mise en œuvre de l'Accord Final pour les trois prochains mandats présidentiels. Cette décision blinde l'Accord Final de toute modification et, de plus, lui octroie une stabilité juridique jusqu'en 2030¹³.

Fin du mécanisme du "Fast Track"

¹⁰ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6761-el-abece-de-la-jurisdiccion-especial-para-la-paz>

¹¹ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6818-corte-constitucional-dejo-a-medias-la-justicia-transicional>

¹² <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6832-preocupacion-por-implementacion-de-la-jep-llega-a-la-corte-penal-internacional>

¹³ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6779-acuerdo-de-paz-inmodificable-pero-sujeto-a-voluntades-politicas>

Après une année depuis sa mise en oeuvre, le “Fast Track” arrive au terme de son existence. Ce dernier a été voté durant les négociations de paix et avait pour objectif de faciliter les processus législatifs des lois qui supportaient juridiquement l’Accord Final. Les résultats de ce procédé ne sont pas très satisfaisants: “6 actes législatifs et 4 lois approuvés, un acte législatif en cours et 9 n’ont pas été approuvés”¹⁴. Désormais, les réformes doivent suivre le processus ordinaire. Cela génère de l’incertitude pour la mise en oeuvre effective de l’accord¹⁵.

Réintégration des ex-combattants des FARC

Les ex-combattants qui faisaient partie de l’équipe médicale de l’ex-guérilla des FARC et qui habitent dans l’Espace Territorial de Paix du département du César, sont en train d’être formés par des experts allemands en santé mentale. Ce projet a pour objectif de former ces personnes à identifier des maladies psychologiques chez leurs homologues ex-combattants. C’est un projet qui s’étendra à d’autres départements du pays¹⁶.

Désarmement

Au début d’août 2017, le dernier conteneur d’armes des FARC a été refermé dans la municipalité de Fonseca (département de la Guajira) marquant ainsi la fin officielle du processus de désarmement de l’ex-guérilla. Selon la Mission politique de l’ONU, 8112 armes et 510 barques ont été trouvées et collectées jusqu’à août 2017. Malgré la bonne nouvelle, la préoccupation est grandissante face au grand nombre de déplacements forcés et d’assassinats sélectifs¹⁷. Plus tard, en septembre 2017, la mission de l’ONU en Colombie a annoncé, dans une cérémonie, l’achèvement de la neutralisation de l’armement remis par les FARC. Avec ces armes, trois monuments seront construits, un à La Havane, un à Bogota et un à New York¹⁸.

14 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6834-el-duro-paso-de-la-paz-por-el-congreso>

15 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6834-el-duro-paso-de-la-paz-por-el-congreso>

16 <https://colombia2020.elespectador.com/pais/la-reincorporacion-pensada-desde-lo-psicologico>

17 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6723-nuevos-espacios-de-las-farc-bajo-diagnostico-reservado>

18 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6758-sin-presencia-de-farc-onu-da-por-terminado-proceso-de-dejacion-de-armas>

La Farc se rendra au Tribunal International de Justice

Face au non-respect de la part du Gouvernement Colombien de la mise en œuvre de l'Accord Final de Paix, et après une réunion pour évaluer le processus de paix entre les ex-Présidents d'Espagne et de l'Uruguay, Felipe Gonzales et José Mujica, les représentants de la FARC ont affirmé qu'il se rendraient au Tribunal International de Justice et au bureau juridique du CICR à Genève pour faire en sorte que l'Etat Colombien respecte ce qui a été acté¹⁹. Dans cette réunion de la composante internationale de la Commission de Suivi, Impulsion et Vérification de la mise en œuvre de l'Accord Final (Csivi), les ex-Présidents espagnol et uruguayens ont insisté sur l'importance de l'Accord Final à l'échelle internationale et la nécessité de continuer sa mise en œuvre effective²⁰.

AVANCEES DANS LES NEGOCIATIONS DE PAIX AVEC LA GUERILLA DE L'ELN

Poursuite des négociations en Equateur

Début décembre 2017 a marqué la fin du quatrième cycle de négociations entre le Gouvernement National et la guérilla de l'ELN. Dans un message de fin d'année également publié en décembre, le chef de l'ELN a affirmé son intention de rester ferme pour continuer les négociations de paix qui se poursuivent à Quito en Equateur²¹.

En janvier 2018, les représentants de cette guérilla se réuniront avec l'équipe négociatrice du Gouvernement National à Carthagène. Durant cette réunion privée seront discutés plusieurs thèmes-clé pour continuer les négociations. Parmi ces thèmes l'on trouve le cessez-le-feu qui se maintient depuis le 1er octobre 2017 et qui a pour date limite le 9 janvier 2018. Sur ce thème, une lettre signée par plus de 150 écrivain.e.s, académiques et chefs d'entreprises a été envoyée au Président et au représentant de l'ELN pour que le cessez-le-feu se maintienne et soit même prolongé²².

19 <https://www.elespectador.com/noticias/paz/farc-acudira-al-tribunal-internacional-de-justicia-para-hacer-cumplir-los-acuerdos-articulo-731708>

20 <https://colombia2020.elespectador.com/pais/prohibido-fracasar-pepe-mujica-sobre-la-implementacion-del-acuerdo-con-las-farc>

21 <https://colombia2020.elespectador.com/pais/eln-se-queda-en-la-mesa-de-negociacion>

22 <https://www.elespectador.com/noticias/politica/equipo-negociador-del-gobierno-con-eln-se-reunira-en-cartagena-articulo-731819>

Menaces des groupes paramilitaires

Après avoir reçu plusieurs menaces le 29 décembre 2017, quelques membres de la Communauté de San José de Apartado (département de Antioquia) ont dénoncé la présence militaire sur leur territoire. Ces dénonciations sont régulières et sont enregistrées depuis juin 2017. Face à cette situation le Gouvernement colombien n'a pas donné de réponses²³. Par ailleurs, selon le rapport d'Indepaz, dans le département du Cauca, trois groupes "narcoparamilitaires" sont actuellement présents et menacent la sécurité des habitants: le Clan del Golfo, les Aguilas Negras et les Rastrojos²⁴.

Assassinats de leaders sociaux

En Colombie la préoccupation de l'augmentation du nombre d'homicides et violations des droits humains continue dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord Final de Paix. Selon le programme "Nous sommes Défenseurs, sois vigilant car ils sont en train de nous tuer !" ²⁵ publié au début du mois d'août 2017, durant le premier semestre 2016, le nombre d'homicides et d'attaques contre des défenseur.e.s des droits humains a augmenté de 31%. Ces homicides sont principalement commis dans les départements du Cauca, Valle del Cauca, Antioquia, Cesar, Nariño, Choco, Cordoba et Nord de Santander. Par ailleurs, selon la Fondation Paix et Réconciliation, en octobre 2017, le nombre de leaders sociaux assassinés en Colombie est passé à 82²⁶.

Les menaces ont également augmenté. En décembre 2017, un groupe de leaders sociaux du Bas Atrato et de l'Uraba (département d'Antioquia) a été jusqu'à Bogota pour dénoncer, de façon anonyme, la présence de paramilitaires sur ses territoires. Ces leaders sociaux ont exigé protection pour retourner saufs dans leurs territoires. Selon eux, il y a actuellement environ 60 leaders sociaux menacés seulement dans ces territoires²⁷. En tant que réponse à cette dénonciation, le Président Juan Manuel Santos a annoncé la mise en œuvre d'un nouveau plan pour renforcer la sécurité dans les municipalités. Ce plan cherche à renforcer les alertes précoces (un document réalisé par la Defensoria del Pueblo alertant le Gouvernement National pour

23 <https://colombia2020.elespectador.com/pais/comunidad-de-paz-de-san-jose-de-apartado-ha-denunciado-amenaza-paramilitar-todo-el-ano>

24 <http://www.semana.com/nacion/articulo/los-problemas-sociales-y-de-orden-publico-que-amenazan-la-paz-en-cauca/538035>

25 <http://www.verdadabierta.com/victimias-seccion/los-resistentes/6724-asesinatos-de-lideres-sociales-se-agravan-con-implementacion-de-acuerdo-de-paz>

26 <http://www.semana.com/nacion/articulo/asesinatos-de-lideres-sociales-crimenes-sistematicos/544654>

27 <http://www.semana.com/nacion/articulo/lideres-sociales-denuncian-con-mascaras-que-podrian-ser-asesinados/550712>

qu'il agisse de façon immédiate). Santos a également annoncé l'activation du "Plan Orus", qui apportera la sécurité à 67 municipalités où l'ex-guérilla des FARC était présente²⁸.

Rapport de la Defensoría del pueblo

En octobre 2017, la Defensoria del Pueblo alertait sur les obstacles et problèmes dans la mise en œuvre de l'Accord Final. Le rapport de suivi²⁹ met l'accent sur l'insatisfaction des communautés et l'inefficacité de l'Etat dans les programmes de réincorporation des ex-guérilleros. Les obstacles se trouvent dans les conditions de sécurité, la protection des droits des communautés qui ont accueilli les ex-combattants, la lenteur dans la mise en adéquation des Espaces Territoriaux et dans le processus de réincorporation des ex-combattants. Les autres obstacles signalés par le rapport sont les retards dans les Programmes de Développement avec une Perspective Territoriale (PDET), l'insatisfaction à l'égard du Programme National Intégral de Substitution (PNIS) des cultures illicites et les retards dans les processus législatifs pour promulguer les lois nécessaires pour la mise en œuvre de l'Accord Final.

Rapport de l'Observatoire de Suivi de l'Accord de Paix

Selon cette organisation, depuis octobre 2017, les avancées dans la mise en œuvre de l'Accord de Paix ont été de 0,3% et la mise en œuvre totale depuis un an est de seulement 18,3%. De plus, selon ce rapport, la période législative durant laquelle a été appliqué le mécanisme du "Fast Track" a été un échec du fait de l'approbation de seulement 10 initiatives de paix sur 24. Le rapport³⁰ analyse chaque point de l'Accord et arrive aux conclusions suivantes:

- *Premier point: Réforme rurale intégrale.* Il a seulement avancé de 5%. Il n'y a pas d'avancées législatives. La mise en œuvre des Plans Nationaux avance de seulement 4% et les Programmes de Développement avec une Perspective Territoriale de 12%.

- *Second point: la participation Politique.* L'avancée est de 19,2%, notamment du fait de la création d'un statut pour l'opposition. Cependant, les mécanismes démocratiques de participation citoyenne et de garanties à la protestation pacifique ont avancé de seulement 10% et les mesures pour garantir une plus grande participation politique nationale et territoriale avance de 28%. Les projets de Réforme politique et des Circonscriptions Spéciales pour la Paix ont été mis en échec au Congrès.

28 <http://www.semana.com/nacion/articulo/el-plan-del-gobierno-para-detener-el-asesinato-de-lideres-sociales/551174>

29 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6769-lentitud-en-avances-de-acuerdos-con-las-farc-preocupa-a-defensoria-del-pueblo>

30 <https://www.elespectador.com/noticias/politica/implementacion-va-en-183-segun-el-observatorio-de-seguimiento-al-acuerdo-de-paz-articulo-731595>

- *Troisième point: la fin du conflit.* L'avancée est de 33% notamment du fait du cessez-le-feu bilatéral et de la remise des armes à 100%. Les zones rurales progressent de 27%, la réincorporation politique de 45%, la réincorporation sociale et économique de 61% et le Système Intégral de Sécurité et Démantèlement du Paramilitarisme de 26%.

- *Quatrième point: solution au problème des drogues illicites.* Ce point a progressé de 6%. La substitution des cultures illicites a avancé de 20%. Malgré cela, les autres programmes décidés pour apporter des solutions au problème du narcotrafic n'ont pas été mis en œuvre.

- *Cinquième point: les victimes.* Ce point a seulement avancé de 9,3% notamment du fait de l'approbation des lois qui créent le Système Intégral de Vérité, Justice, Réparation et Non-Répétition et la Juridiction Spéciale pour la Paix. L'Unité de Recherche des Personnes Disparues avance de 12% et la Commission pour l'Elucidation de la Vérité, de 70%.

- *Mécanismes de mise en œuvre et de Vérification.* L'avancée est de 23%. Le Plan cadre de mise en œuvre qui articule ces mécanismes n'a pas été appliqué alors qu'il est prêt. Le thème en attente est celui de l'inclusion des communautés ethniques.

MOUVEMENTS SOCIAUX

La Minga pour la Vie

En octobre 2017, plus de 100 000 indigènes se sont mobilisés dans les rues de tout le pays. Cette manifestation a été appelée "la Minga pour la Vie". Parmi ses exigences on trouve: la demande des territoires historiquement spoliés, l'inclusion des peuples indigènes dans l'Accord de Paix, la sécurité et garantie de leurs droits humains et la protection de leurs leaders sociaux, la réglementation de la consultation préalable pour l'exploitation de leurs ressources minières et la création d'un fonds autonome pour que soit respecté ce qui avait été décidé lors des mingas antérieures³¹.

REFERENCES

Sites internet consultés entre le 1er et le 31 décembre 2017:

- <http://www.verdadabierta.com/>
- <http://www.pacifista.co/>
- <http://www.prensarural.org/spip/>
- <http://www.semana.com/>
- <http://www.elspectador.com/>

31 <http://www.semana.com/nacion/articulo/minga-nacional-indigena/545482>